

Montreuil, le 24 Janvier 2011

Augmentation **injustifiable** des prix des carburants !

Les prix des carburants à la pompe ne cessent d'augmenter, dans la foulée de l'envolée des cours du pétrole brut. Les pouvoirs publics, et les pétroliers, tentent une nouvelle fois de faire croire aux citoyens consommateurs que cette envolée du cours du pétrole brut aurait un lien direct avec la reprise de la croissance asiatique.

La **CGT** dénonce cette situation, car l'examen de quelques chiffres indique clairement que **nous assistons à une spéculation organisée sur les cours du brut profitant aux principaux majors pétroliers**, dont les profits explosent tout comme ceux des pays exportateurs de pétrole .

Profits 2010 (9 mois) : ExxonMobil > 21,25 milliards de dollars ; Total > 10,40 milliards de dollars ; Shell > 12,95 milliards de dollars.

La tension entre l'offre et la demande est organisée par les spéculateurs pour faire exploser les cours du brut par des transactions virtuelles dites « papier » de millions de barils/jour en inadéquation complète avec la réalité des besoins.

En effet, en 2010 la demande mondiale de pétrole s'est élevée à 87,7 millions de barils/jour contre 86,1 millions de barils/jour en 2008. Les prévisions pour 2011 annoncent 89,1 millions de barils/jour, soit une augmentation de 1,6 % par rapport à 2010, cette augmentation ne pose aucun problème au niveau de la production mondiale pour faire face à la demande. L'OPEP reconnaît elle-même que les prévisions pour 2011 d'une augmentation de 1,4 millions de barils/jour par rapport à 2010 représentent une augmentation mineure.

L'agence internationale de l'énergie s'est déclarée « *inquiète du niveau des prix du pétrole qui pose un risques économiques* ». Aux conséquences économiques, **la CGT met plutôt en avant les conséquences sociales de ces prix élevés des produits pétroliers impactant le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi, des retraités.**

Pour exemple, le 14 janvier le SP 95 a atteint 1,467 € le litre, dépassant le prix record du 18 juillet 2008 où le brut a terminé à 141 dollars le baril (*118.10 en moyenne sur le mois*). Il est déjà sur les 20 premiers jours de l'année 2011 en moyenne à 95,44 dollars le baril.

La CGT voit également dans cette augmentation des prix à la pompe les conséquences de la réduction des capacités de raffinage opérée par le groupe TOTAL (*arrêts d'une distillation sur la raffinerie Normandie, fermeture de la raffinerie des Flandres*) ; fermetures destinées à faire remonter les cours des produits pétroliers et marges de raffinage sur l'Europe, en important au prix fort des carburants fabriqués à l'étranger.

La CGT dénonce le silence assourdissant du gouvernement sur l'envolée des prix à la pompe. Ce silence n'étonne pas la CGT au regard des rentrées fiscales engrangées par l'État au travers des taxes et impôts sur les produits pétroliers.

La CGT, face à cette situation spéculative profitant à l'État, aux actionnaires des groupes pétroliers qui verront encore leurs dividendes exploser en 2011, **réaffirme la nécessité de sortir de ce système à travers la création d'un pôle public de l'énergie, une politique d'investissements dans le raffinage permettant de satisfaire les besoins économiques et sociaux, la fixation du prix des carburants par la puissance publique et la nationalisation de l'industrie pétrolière en France.** Sur cette question la table ronde nationale sur le raffinage a débattu d'un plan d'investissements de 2,2 milliards d'euros d'ici 2020, permettant de réduire de moitié nos importations de gazole et exportations d'essence. Les pétroliers l'ont rejeté d'un revers de main, le trouvant trop coûteux ce qui, dans le contexte actuel, est purement scandaleux. La position du gouvernement sur ce plan d'investissements sera examinée avec attention par la CGT.